

LA FUSION EST REJETÉE EN L'ÉTAT, WOERTH DOIT RÉPONDRE AUX REVENDEICATIONS !

- Dans un contexte social marqué par de violentes attaques gouvernementales contre le statut des fonctionnaires (projet de Loi sur la mobilité) et contre le service public (RGPP) ;
- Dans un contexte économique rendu difficile par la baisse régulière du pouvoir d'achat et l'absence de mesures significatives pour y remédier ;
- Dans un contexte politique marqué par de nouvelles régressions des droits liés à la protection sociale (Retraites, franchises médicales...) ;
- Dans un contexte ministériel instable et porteur de craintes pour l'avenir depuis l'annonce de la fusion DGI-DGCP ;
- Dans un contexte syndical où trop d'organisations sont attentistes ;

CE 27 MARS, 22 000 AGENTS DES IMPÔTS (31%) ET DU TRÉSOR (9%) ÉTAIENT EN GRÈVE FACE A LA FUSION



Alors qu'ils sont confrontés à de multiples sujets d'inquiétudes, les agents des Impôts et du Trésor se sont néanmoins massivement exprimés contre les choix d'Eric Woerth et pour les revendications portés par les syndicats les plus représentatifs de la future administration fusionnée.

Au moment où les négociations vont reprendre à Bercy, le rapport de forces confirmé ce 27 mars est un encouragement à l'action pour gagner plus !

Plus que jamais, le SNUI et SUD Trésor exigent du ministre :

- Une réelle amélioration de nos conditions de travail,
- L'arrêt des suppressions d'emplois,
- Des garanties fortes et durables pour nos règles de gestion,
- La réouverture du dossier « Rémunérations – qualifications »,

Le choix de l'action face à la fusion rejoint celui pour la défense du statut et des missions du service public.

Sans attendre, le SNUI et SUD Trésor appellent tous les agents à se réunir et à débattre de la poursuite de cette grève réussie. Avec tous ceux qui refusent la fatalité, amplifions la mobilisation face à la fusion et contre les projets Fonction Publique concoctés eux aussi par Woerth.

Fusion, mobilité, pouvoir d'achat, continuons l'action !

Paris, le 27 mars